|  |  |
| --- | --- |
| DEPARTEMENT DU FINISTERE  MAIRIE  DE  **PLOGONNEC**  29180  petit logo plogo | **COMPTE RENDU**  **DU CONSEIL MUNICIPAL**  **Séance du 19 octobre 2017** |

**L’an deux mil dix-sept, le 19 octobre à 20h30, le Conseil municipal de la Commune de PLOGONNEC (Finistère), légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Christian KERIBIN, Maire.**

Date de convocation du Conseil municipal : 13 octobre 2017

Présents: Christian KERIBIN, Pierre MOENNER, Pascal LE GOFF, Annick PHILIPPE, Jean Luc RENEVOT, Marie-Thérèse DANTIC, Didier LEROY, Loïc URVOAS, Marie Line BOURDIN, Anne LE HENAFF, Benoît LE BAIL, Sandrine DOMINIQUE, Annabelle CHARDONNEL, Pascal LE ROUX, Olivier PENNANEAC’H, Carole LE FLOCH.

Absents : Martine MORVAN (pouvoir à Jean Luc RENEVOT), Isabelle GUEGUEN (pouvoir à Christian KERIBIN), Daniel PLOUZENNEC (pouvoir à Marie Line BOURDIN), Caroline MARONAT (pouvoir à Didier LEROY), Terence CARPENTIER, Yoann SEZNEC.

Nombre de conseillers en exercice : 22 Présents : 16 Votants : 20

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

* **MODIFICATION DE L’ORDRE DU JOUR**

M. le Maire demande au Conseil municipal de modifier de l’ordre du jour comme suit :

* **Point supplémentaire : Demande de Subvention de l’APE Jean Marie AUTRET**
* **Point supprimé : Approbation Compte rendu du dernier conseil**

Le Conseil municipal, après avoir entendu l’exposé de M. le Maire et délibéré, décide après un vote à mains levées à l’unanimité des membres présents ou représentés, décide de :

* **MODIFIER** l’ordre du jour de la séance conformément à la proposition de M. le Maire**.**
* **COMPTE RENDU DES DECISIONS DU MAIRE PRISES EN APPLICATION DE L’ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

M. le Maire rappelle au Conseil qu’en application de l’article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal avait décidé, par délibération du 14 avril 2014, de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines de ses attributions, notamment la signature des marchés inférieurs à 50 000 € HT. Cependant, Mr le Maire dans une volonté de transparence de l’information souhaite pouvoir informer des marchés signés d’un montant supérieurs à 1000€.

**Section de fonctionnement**

* Etat – taxes foncières : 2 538.00€,
* SDEF – Effacement réseaux lot Garlan : 1 940.47 €,
* SDEF – Effacement réseaux HentarRoz : 3 823.73 €,
* CMB – Porte coulissante halle des sports : 2 015.20 €,
* QUEGUINER MATERIAUX – Fenêtres Pen arVern : 1 688.70 €,
* Net Plus Nettoyage – Vitreries bâtiments communaux : 1 266.88 €,
* Combustibles de l’Ouest – carburant tracteurs : 2 107.96 €,
* APAVE –Vérifications des installations électriques : 1 421.32 €.

**Section d’investissement :**

* ADEQUAT - Petits équipements pour associations locales – 2 041.45 €,

**Salle multi-activités :**

* Maitrise d’œuvre : 9 170.69 €
* Lot 5 – DESIGN METALLERIE : 4 853.69 €.
* Lot 8 – KERCH’ROM : 1 887.65 €.
* Lot 10 – LUCAS GUEGUEN : 8 910.60 €.
* Lot 11 – LUCAS GUEGUEN : 10 226.36 €
* Lot 13 – BBS : 28 614.72 €.
* Lot 16 – LE BOHEC : 3 968.77 €.

**Travaux divers :**

* COLAS – Voirie rurale – sit 3 – 11 810.94 €.
* SDEF – Effacement réseaux lot de Garlan – 3 811.58 €,
* **URBANISME : Prix de cession des délaissés**

**Contexte juridique** :

Il convient de rappeler que toute cession d’immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à une délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. Le conseil municipal délibère **au vu de l’avis du service des domaines**. Cet avis est réputé donné à l’issue d’un délai d’un mois à compter de la saisine de cette autorité (article L 2241-1 du Code général des collectivités territoriales).

A noter que la personne publique **n’est pas liée par l’avis rendu**, et elle peut parfaitement décider de modifier le montant, sous réserve de motiver sa décision.

La cession d’un bien public à un prix inférieur à l’estimation du service chargé des Domaines est envisageable si elle est justifiée par des motifs d’intérêt général tout en comportant des contreparties suffisantes, mais ce prix ne doit pas être disproportionné avec les propositions de l’Etat.

La commune de Plogonnec lorsqu’elle cède un délaissé fixe le prix en fonction des valeurs vénales proposées par les domaines, ce qui peut parfois entraîner des différences entre le même type de cession.

Il est proposé, dans une volonté d’équité entre acquéreur, de fixer un prix de vente par nature de terrains cédés.

La proposition serait la suivante:

* Délaissé enherbé : 0.50€/m²
* Délaissé empierré : 1 € 50/m²
* Délaissé enrobé : 3 € /m²

Le Conseil municipal, après avoir entendu l’exposé de M. Pascal LE GOFF et délibéré, décide après un vote à mains levées à l’unanimité des membres présents ou représentés, de :

* **VALIDER** les nouveaux tarifs de cession des délaissés tels qu’ils ont été présentés.
* **APPLIQUER** ces nouveaux tarifs à compter du 1er janvier 2018.
* **RESSOURCES HUMAINES : Assurance Statutaire**

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Territoriale, notamment l’article 26 ;

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l’application de l’article26 (alinéa 2) de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif au contrat d’assurances souscrits par le Centre de Gestion pour le compte des collectivités Locales et Etablissements territoriaux ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22 ;

Vu le contrat d’adhésion aux services de prévention de l’absentéisme pour raisons de santé et gestion du contrat groupe d’assurance statutaire à caractère obligatoire du Centre de Gestion ;

Décide à l’unanimité :

* Article 1 :

D’accepter la proposition de contrat d’assurance statutaire suivante :

Assureur : CNP Assurances/Courtier SOFAXIS

Durée du contrat : 4 ans à compter du 1er janvier 2018 et jusqu’au 31 décembre 2021

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l’observation d’un préavis de 6 mois.

Et d’adhérer au contrat d’assurance proposé par le Centre de gestion suivant les modalités suivantes :

**⮚Agents titulaires ou stagiaires immatriculés à la CNRACL**

**Risques assurés : tous risques**

Décès + Accident et maladie imputable au service + Longue maladie, Maladie de longue durée + Maternité (y compris les congés pathologiques) /adoption/paternité et accueil de l’enfant + Maladie ordinaire + Temps partiel thérapeutiques, mise en disponibilité d’office pour maladie, infirmité de guerre, allocation d’invalidité temporaire

**Formule de franchise :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Choix 2 | Avec une franchise de 15 jours par arrêt sur la maladie ordinaire | **5.20 %** |

**Agents affiliés IRCANTEC**

**Risques assurés : tous risques**

Accident et maladie professionnelle + grave maladie + Maternité (y compris les congés pathologiques) /adoption/paternité et accueil de l’enfant + maladie ordinaire + reprise d’activité partielle pour motif thérapeutique

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Formule de franchise** | Avec une franchise de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire | **1.10 %** |

Les contributions correspondantes sont versées au courtier chargé du portage du contrat sur la base d’un appel de cotisation adressé à la collectivité.

* Article 2

En application du contrat d’adhésion aux services de prévention de l’absentéisme pour raisons de santé et gestion du contrat groupe d’assurance statutaire à caractère obligatoire susvisée, conclue avec le CDG 29, la contribution fera l’objet d’une facturation distincte et complémentaire annuelle. Cette contribution est fixée à un pourcentage des masses salariales*(1)* couvertes pour les garanties souscrites :

- 0.35 % de la masse salariale assurée pour les collectivités et établissements publics jusqu’à 30 agents CNRACL

* Article 3

Le Conseil Municipal, autorise le Maire à procéder aux versements correspondants et à signer tous les contrats ou actes nécessaires à la mise en œuvre de ces adhésions au contrat groupe d’assurance des risques et aux services de prévention de l’absentéisme pour raisons de santé et gestion du contrat groupe d’assurance statutaire proposées par le Centre de gestion.

*(1) TIB, NBI, SFT, indemnité de résidence, indemnités diverses et charges patronales (suivant option(s) choisie(s))*

* **RESSOURCES HUMAINES : Nomination d’un agent au grade de Technicien Principal de 2ème classe**

Le Responsable des Services Techniques a passé avec succès l’examen pour être nommé au grade de Technicien principal de 2ème classe. Les missions exercées actuellement par cet agent sont en adéquation avec le grade d’avancement.

Par conséquent, il est proposé de le nommer à ce grade et de modifier le tableau des emplois en conséquence.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l’exposé de Mme Annick PHILIPPE et délibéré, décide après un vote à mains levées à l’unanimité des membres présents ou représentés, décide de :

* **CREER** un poste de technicien principal de 2eme classe
* **MODIFIER** le tableau des emplois en ce sens
* **RESSOURCES HUMAINES : Modification temps de travail**

Un agent de restauration demande a modifié son temps de travail en passant de 21h/semaine à 20h/semaine. Cette demande n’entraine pas de modifications importantes dans l’organisation sachant que les heures d’entretien de locaux peuvent être effectuées par un autre agent.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l’exposé de Mme Annick PHILIPPE et délibéré, décide après un vote à mains levées à l’unanimité des membres présents ou représentés, décide de :

* **VALIDER** la modification du temps de travail de l’agent comme présentée.
* **FINANCES : Décision Modificative Budgétaire relative au refinancement d’un prêt**

Par délibération n°2017-057 du 22/09/2017, le conseil municipal a validé l’offre, de la banque postale, pour le refinancement d’un prêt.

Pour mener à terme ce refinancement, il est nécessaire de procéder à la modification budgétaire suivante :

**Section de fonctionnement:**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Dépenses** | | **Recettes** | |
| **Article (Chapitre)** | **Montant** | **Article (Chapitre)** | **Montant** |
| 6688 (chap.66) – Remboursement anticipé |  | 74718 (Chap.74) | 2 099.94 |
| Indemnités Financières | + 35 000.00 |  |  |
| Indemnités Remboursement Anticipé | + 3 000.00 |  |  |
|  |  | 73223 (Chap.73) FPIC | 6427.00 |
| 023 Virement SI | **- 29 473.06** |  |  |
|  |  |  |  |
| **Total** | **+ 8 526.94** |  | **+ 8 526.94** |

**Section d’investissement :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Dépenses** | | **Recettes** | |
| **Article (Chapitre)** | **Montant** | **Article (Chapitre)** | **Montant** |
| 1641 - Remboursement emprunt (cf.BP 2017)\* | **358 730.36** | 1641 (chap.16) Emprunt(cf.BP 2017)\* | **358 730.36** |
| 1641 – Complément | **1 796.58** | 1641 – Complément | **1 796.58** |
|  |  | 1641 – Pénalités financées | **29 473.06** |
|  |  |  |  |
| 166 (chap.16) Refinancement de dette | **1796.58** | 166 (chap.16) Refinancement de dette | **1796.58** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  | 021 virement SF | **- 29 473.06** |
|  |  |  |  |
| **Total** | **362 323.52** |  | **362 323.52** |

**Les charges financières seront capitalisées une fois que le montant de ces charges sera connu, donc pour cette DM, l’opération est bien réelle.**

*\*Hors DM*

Le Conseil municipal, après avoir entendu l’exposé de Mme Annick PHILIPPE et délibéré, décide après un vote à mains levées à l’unanimité des membres présents ou représentés, décide de :

* **VALIDER** la décision budgétaire modificative comme présentée.
* **VIE ASSOCIATIVE : Demande de Subvention**

L’Ape Jean Marie AUTRET organise le 18 novembre 2017, un spectacle du ventriloque David Eldé avec Odile la Bretonne intitulé « GAST ». Ce spectacle se déroulera à l’Arpège.

Coût du spectacle 1526€, demande auprès de la commune : 457.80 € (30% subvention exceptionnelle)

Le Conseil municipal, après avoir entendu l’exposé de Mr Jean-Luc RENEVOT et délibéré, décide à l’unanimité de :

* **ACCORDER** une subvention exceptionnelle de 457.80€ à l’APE Jean Marie AUTRET
* **INFORMATIONS DIVERSES**
* **Information relative au SIVALODET**

Mr Pascal LE GOFF a fait un point sur les études actuellement menées par le SIVALODET sur le bassin de Quimper.

* **Attribution du marché Cœur de Bourg**

Mr le Maire informe que l’étude cœur de Bourg a été attribuée à la SAFI pour la somme de 29 250€ TTC.

La séance est levée à 22h45 et ont signé les membres présents.

Le Maire,

Christian KERIBIN

